

LECO

de la semaine

30 Août au 05 Septembre 2025



SOMMAIRE

Groupe de la BAD : Prise de fonction du nouveau président Sidi Ould Tah ce jour.....	2
Conjoncture économique : Une projection de croissance de 4,3 % selon la BFM.....	2
Marché des hydrocarbure : la Star a obtenu une licence d'importation de lubrifiants.....	3
Hydrocarbures – Baisse des prix des carburants dans les stations services.....	4
Commerce - La Colombie explore de nouvelles opportunités.....	4
Budget - L'aide étrangère assure l'essentiel.....	5
Mobilité urbaine - La digitalisation au service des chauffeurs.....	5
Atsimo-Andrefana : L'écotourisme, levier d'avenir pour Toliara.....	6
Agriculture : Part du PIB en recul, malgré le potentiel immense.....	7
Coopération économique – Le comité conjoint Groupement des entreprises de Madagascar-Medef International en place.....	7
Filière riz - Le gaspillage menace la sécurité alimentaire.....	8
Partenariat Public-Privé : les parties prenantes enrichissent leur expérience.....	9
Développement régional : le Vakinankaratra mise sur la croissance des entreprises.....	9
Commerce - Le marché du miel reste ouvert.....	9
Inclusion énergétique et numérique : Baobab Plus Madagascar devient Izili Madagascar.....	10
Journée mondiale du Tourisme : mettre en valeur la destination Morondava.....	11
Base Toliara : Poursuite des investissements sociaux et communautaires à Benetse et Ankilimalinike.....	11
Finances publiques - Le FMI en mission d'évaluation préliminaire.....	12
Accès à l'énergie : Un projet pour l'électrification de 24 fokontany en vue à Arivonimamo.....	12
Environnement : Consultation interrégionale sur l'accès au Fonds vert pour le climat.....	13
Tarifs douaniers : l'AGOA en ultime recours.....	13
Fahavitan-tena ara-bary : Mifameno ny vary safiotra sy ny maroanaka.....	14

Groupe de la BAD : Prise de fonction du nouveau président Sidi Ould Tah ce jour

ANTSA R. | 01 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

La Banque africaine de développement (BAD) inaugure une nouvelle ère ce lundi avec l'entrée en fonction officielle de Sidi Ould Tah à la présidence de l'institution panafricaine. Élu le 29 mai dernier avec 76,18 % des voix, il succède à Akinwumi Adesina et devient ainsi le premier Mauritanien à occuper ce poste stratégique pour l'avenir économique du continent. Une cérémonie à forte portée symbolique.



La passation de pouvoir marque un moment historique pour la BAD, mais aussi pour la Mauritanie, qui voit l'un de ses fils accéder à la tête d'une des plus grandes institutions financières multilatérales africaines. Selon l'institution financière, l'intégralité de la cérémonie sera diffusée en direct sur la chaîne Africa24, offrant un suivi exclusif de cette installation placée sous le signe de la diplomatie et de l'expertise africaine.

Parcours forgé

Selon son équipe, la victoire de Sidi Ould Tah est le fruit d'une intense mobilisation diplomatique. L'appui déterminant de la présidence tournante de l'Union africaine exercée par Mohamed Ould Ghazouani en 2024, les soutiens régionaux et l'influence des pays de la Ligue arabe ont pesé dans la balance. À la tête de la BADEA (Banque arabe pour le développement économique en Afrique) de 2015 à 2025, il a consolidé la crédibilité de l'institution en améliorant ses notations de crédit et en amplifiant son impact sur le développement économique africain.

Défis financiers

Sidi Ould Tah prend ses fonctions dans un contexte exigeant. La BAD doit composer avec le retrait annoncé de 555 millions de dollars de l'aide américaine au Fonds africain de développement, une ressource cruciale pour les pays les plus vulnérables. Mobiliser de nouvelles sources de financement, renforcer la souveraineté économique et accélérer la transformation structurelle du continent figureront parmi ses priorités. Son expérience internationale et son vaste réseau diplomatique apparaissent comme des atouts déterminants pour relever ces défis. Bref, en s'installant à la tête de la BAD, Sidi Ould Tah met en avant l'espoir d'une gouvernance financière africaine capable de conjuguer innovation, solidarité et influence internationale.

Conjoncture économique : Une projection de croissance de 4,3 % selon la BFM

R. EDMOND | 01 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Malgré une conjoncture internationale difficile, l'économie malgache affiche encore une certaine résilience. Les quatre derniers mois de l'année 2025 se présentent sous des perspectives relativement bonnes.

Dans sa dernière décision de politique monétaire publiée début août, la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) fait état d'une croissance projetée à 4,3 % pour cette année.

Performance encourageante

La BFM parle, en tout cas, d'une dynamique continue. « Au niveau national, l'activité économique s'est redressée au deuxième trimestre, après un début d'année atone. Cette dynamique devrait continuer au cours des deux prochains trimestres, avec une croissance projetée à 4,3 % pour l'année 2025, soutenue principalement par le secteur tertiaire ». Une performance encourageante quand on sait que la conjoncture mondiale demeure encore relativement difficile. « L'environnement international a été caractérisé par un ralentissement de la croissance économique mondiale, révisée à 3,0 % selon les dernières données de

juillet 2025 », selon toujours la BFM qui précise que toutefois, l'évolution reste contrastée chez les principaux pays partenaires commerciaux de Madagascar. « Les États-Unis ont connu un ralentissement de l'activité, la zone Euro une reprise modérée, et la croissance en Chine s'est quasiment stabilisée. Dans ce contexte, et pour préserver la dynamique de désinflation, les banques centrales de ces pays ont, de manière générale, maintenu statu quo le niveau de leurs taux d'intérêt. Les prévisions suggèrent que le recul de l'inflation mondiale devrait se poursuivre ».

Stable

Bonne perspective également en matière de change puisque le cours de l'ariary est demeuré relativement stable, porté essentiellement par les entrées de devises issues des projets de développement, lesquelles ont

compensé le déficit commercial. « Ces afflux de devises ont permis de renforcer les réserves de change, qui ont atteint l'équivalent de 6,3 mois d'importations à fin juin 2025. La consolidation des réserves a contribué à l'augmentation de la masse monétaire (M3), en hausse de 13,9 %, en glissement annuel, à fin juin 2025. La croissance des crédits, également de 13,9 %, a aussi renforcé cette expansion monétaire. Cette dynamique devrait se maintenir au troisième trimestre, avec une légère accélération attendue vers la fin de l'année 2025 ». Notons que cette tendance à la stabilité de l'ariary se poursuit notamment par rapport au dollar où la monnaie nationale a même gagné du point. En effet, avec une parité de 4 446 ariary le dollar en fin de semaine, contre 4693 ariary début janvier, la monnaie nationale a enregistré une appréciation de 6 % par rapport au billet vert.

Inflation

En matière de prix, les données de la BFM parle d'une inflation consécutive notamment à la hausse de certains PPN. Mais la situation est appelée à évoluer positivement. « La hausse du prix du riz sur le marché local a alimenté l'inflation. Bien qu'en ralentissement, celle-ci s'est établie à 8,2 % en glissement annuel au mois de juin 2025, un niveau encore peu favorable à la stabilité macroéconomique. Ce chiffre, toutefois proche de la prévision précédente, traduit une évaluation plus précise de la conjoncture arrêtée au mois de mai 2025. Par ailleurs, l'inflation sous-jacente, excluant les produits à prix volatils du panier de consommation, a poursuivi sa décélération, pour s'établir à 7,3 %, reflétant ainsi les

effets cumulés des précédents resserrements monétaires. Les prévisions pour 2025 tablent sur une décélération graduelle du rythme de l'inflation, qui devrait s'établir autour de 7,8 % à la fin de l'année 2025, suivant une trajectoire alignée sur l'objectif de 5,0 % à moyen terme ».



En tout cas, la BFM mise sur une reprise qui s'annonce pour la période restante de l'année. « Bien que la croissance économique reste proche de son niveau potentiel, l'activité économique montre des signes de reprise. La légère accélération attendue de la masse monétaire ne devrait pas exercer de pressions inflationnistes excessives, compte tenu de la reprise de l'activité en cours ». Ces éléments de la conjoncture ont conduit le Comité monétaire de BFM à maintenir son taux directeur inchangé (12 %), considérant que les conditions monétaires actuelles restent suffisamment restrictives pour consolider le processus de baisse de l'inflation, tout en préservant le dynamisme des activités économiques.

Marché des hydrocarbure : la Star a obtenu une licence d'importation de lubrifiants

ARH. | 01 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Lors du Conseil des ministres du 4 juin, la Société tananarivienne d'articles réfrigérés (Star), connue pour sa production de boissons, a obtenu une licence d'importation de lubrifiants.

Selon l'OMH, cette décision illustre à la fois la volonté d'ouverture du secteur à des acteurs disposant des capacités techniques nécessaires et la possibilité offerte à toute entreprise, quel que soit son domaine d'activité, pour accéder légalement au marché des hydrocarbures. Seule condition : respecter les normes réglementaires en vigueur. La licence accordée à la Star concerne le produit « Sopurmask », utilisé dans le vernissage des bouteilles en verre, pour éviter les traces d'usure lors du processus de fabrication. L'entreprise dispose déjà de trois grandes usines équipées pour le stockage et la gestion de lubrifiants. Pour l'OMH, cette diversification illustre la capacité d'adaptation d'un opérateur industriel majeur et souligne le dynamisme d'un marché en pleine réorganisation.

Renouvellement de licences

Parallèlement, les grands distributeurs de carburants consolident leurs positions. Au premier semestre 2025, Jovena Madagascar et Vivo Energy Madagascar ont introduit une demande de renouvellement de leurs

licences de transport routier d'hydrocarbures. « Jovena, avec une flotte de 331 camions-citernes, assure une couverture quasi nationale, tandis que Vivo Energy en déploie 77, spécialisés dans le transport sécurisé de produits pétroliers », rapporte l'OMH. Ces chiffres traduisent l'importance logistique de ces entreprises pour garantir la continuité d'approvisionnement du pays. Dans ce sens, l'OMH constate une « multiplication des démarches administratives de la part des opérateurs ». Cette tendance traduit, selon l'institution, une volonté claire des acteurs, de se conformer aux exigences légales tout en renforçant leurs capacités commerciales et logistiques dans un secteur jugé stratégique pour l'économie nationale. L'ouverture à de nouveaux entrants, comme la Star, conjuguée au maintien des leaders traditionnels du marché, dessine un paysage concurrentiel plus diversifié. Un mouvement que les autorités souhaitent encadrer, afin d'assurer à la fois sécurité, transparence et continuité dans la distribution d'hydrocarbures et de produits dérivés.

Hydrocarbures – Baisse des prix des carburants dans les stations services

01 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 1er Septembre, 6h00 – Les consommateurs ont une nouvelle raison de se réjouir. Depuis minuit, les prix à la pompe affichent une légère baisse, aussi bien pour le le supercarburant que pour le gasoil. Pour le supercarburant, le prix passe de 5 120 ariary le litre en août à 5 090 ariary soit une diminution de 30 ariary. Une baisse modeste, mais qui pourrait soulager les automobilistes. De son côté, le gasoil enregistre une baisse plus marquée, passant de 4 700 ariary à 4 530 ariary le litre, soit une réduction de 170 ariary. Cette diminution est particulièrement bienvenue pour les transporteurs et les entreprises qui dépendent fortement de ce carburant.

En revanche, le pétrole lampant, utilisé principalement pour l'éclairage et la cuisine dans les zones rurales, voit son prix augmenter. Il passe de 3 210 ariary à 3 380 ariary le litre, soit une hausse de 170 ariary.

Ces prix sont déterminés selon le mécanisme d'ajustement automatique des prix maxima à la pompe mis en place depuis janvier de cette année. Cette mesure permet d'harmoniser les prix des carburants avec les variations des cours internationaux, tout en limitant les ajustements mensuels à un maximum de 200 ariary.

Commerce - La Colombie explore de nouvelles opportunités

IRINA TSIMIJALY. | 01 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La visite de la vice-présidente colombienne à Madagascar a marqué un tournant dans les relations entre les deux pays. Les échanges ont porté sur le commerce, le tourisme et la coopération durable.

La vice-présidente de Colombie, Francia Elena Márquez Mina, a effectué une visite officielle à Madagascar les 29 et 30 août 2025. Accueillie par le Premier ministre Christian Ntsay et plusieurs membres du gouvernement, elle était accompagnée d'une délégation composée de ministres, d'entrepreneurs et de représentants institutionnels. Cette mission a marqué une première étape vers un rapprochement inédit entre les deux pays.



Les échanges ont porté sur plusieurs thèmes : commerce, tourisme, éducation, agriculture durable, transition énergétique et gestion des ressources naturelles. L'ambition consiste à avancer ensemble vers des projets concrets. « On a voulu rapprocher la Colombie, un pays qu'on connaît très peu, et renforcer les liens au niveau des échanges, des dialogues politiques et de l'écotourisme », a expliqué Mauricio Jaramillo Jassir, ministre délégué des Affaires multilatérales.

Il a rappelé que la Colombie, tout comme Madagascar, dépend fortement du tourisme. « On a une moyenne annuelle de 6 millions de touristes. L'idée est de maintenir ce niveau tout en protégeant la biodiversité », a-t-il précisé.

Opportunités commerciales

Cette convergence de défis changement climatique, valorisation des ressources naturelles et ouverture au tourisme place les deux pays dans une logique de complémentarité. Au-delà du dialogue politique, la mission a aussi été marquée par une dimension économique forte. La Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo a organisé des rencontres qui ont permis aux entreprises colombiennes de mieux comprendre le marché malgache. Pour Alfonso Soria, directeur de ProColombia à Londres, c'était

« une grande opportunité pour l'entrepreneur colombien d'avoir une approche intéressante et de connaître les possibilités de commerce bilatéral ».

Il a précisé que des pistes de coopération avaient été identifiées, notamment dans les services, le commerce agroalimentaire et les échanges d'expertise entre îles. « En Colombie, on a des îles, et Madagascar peut nous donner beaucoup d'expériences, par exemple dans l'électricité, l'eau ou la connaissance traditionnelle », a-t-il ajouté.

Du côté des entreprises, Dina Montes, cofondatrice d'Indeleble Social, a insisté sur l'importance de comprendre les besoins locaux.

« Mon impression est que ce pays offre beaucoup d'opportunités pour contribuer à améliorer la société et l'environnement », a-t-elle déclaré, en soulignant la bienveillance et l'accueil chaleureux reçus.

La visite s'est achevée par des découvertes culturelles, dont la visite du Rova de Madagascar, symbole de mémoire nationale. Malgré un séjour jugé trop court, les autorités colombiennes ont exprimé leur volonté de revenir. Comme l'a résumé Mauricio Jaramillo Jassir : « Ce n'est pas le point d'arrivée, mais le point de départ. »

Budget - L'aide étrangère assure l'essentiel

IRINA TSIMIJALY. | 02 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

D'ici 2027, Madagascar financera la majeure partie de ses besoins par des prêts étrangers. Ces financements apportent un soutien mais imposent des réformes contraignantes.

À l'horizon 2027, Madagascar prévoit de mobiliser plus de 22 000 milliards d'ariary pour financer ses besoins budgétaires. Selon la Stratégie de la dette à moyen terme 2025-2027, publiée par le Trésor public, 68,6 % de ce financement proviendront de l'extérieur. Cela montre que la majeure partie des prêts venant de l'étranger provient des institutions multilatérales, qui jouent un rôle clé dans le financement du pays. En 2023, la dette publique malgache s'élevait à 8,5 milliards de dollars, dont 64,2 % détenue à l'extérieur. Parmi ces créanciers, les institutions multilatérales occupent une place prépondérante. La Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement financent ensemble plus de la moitié de la dette extérieure. Ces prêts sont avantageux, mais exigent souvent des réformes structurelles, notamment sur la gouvernance, la discipline budgétaire et la gestion des finances publiques.

« La domination des créanciers multilatéraux est une double opportunité et un défi pour Madagascar. D'un côté, ces prêts concessionnels allègent la pression financière immédiate. De l'autre, ils limitent la marge de manœuvre politique du pays et conditionnent certaines décisions stratégiques », explique un expert en économie malgache.

Part modeste

Les créanciers bilatéraux représentent une part plus modeste, mais stratégique, de la dette. La Chine privilégie les projets d'infrastructures majeurs, le Japon soutient des projets techniques et sociaux, tandis que la France concentre ses financements sur le développement durable et l'appui institutionnel. Le rôle des États-Unis a fortement diminué depuis la dissolution de l'USAID en juillet 2025. Cette agence, qui soutenait auparavant la santé, l'éducation et l'agriculture, a été fermée, et ses activités ont été majoritairement transférées au Département d'État. Aujourd'hui, les financements américains se limitent à des

aides humanitaires ponctuelles, comme l'aide alimentaire ou médicale, et ne contribuent plus directement au financement de la dette ou des projets de développement à long terme.



Le risque de surendettement reste modéré, selon l'Analyse de viabilité de la dette. Le gouvernement a fixé un plafond d'emprunts extérieurs à 15 656,5 milliards d'ariary pour 2025 afin de garantir la soutenabilité. La priorité est donnée aux emprunts concessionnels, moins coûteux et à taux fixe, tandis que les prêts semi-concessionnels et commerciaux peuvent être utilisés de façon limitée pour des projets prioritaires. « Madagascar navigue entre opportunité et dépendance. Les prêts multilatéraux sont un atout pour la stabilité financière, mais chaque euro emprunté est aussi un engagement à réformer et à respecter des conditions parfois contraignantes », souligne un analyste économique.

Dans deux ans, près de 80 % de la dette extérieure sera concessionnelle, plaçant Madagascar parmi les pays africains les mieux classés en matière de gestion de la dette. Le pays doit donc jongler entre profiter des financements étrangers et limiter sa dépendance, tout en assurant le contrôle de sa dette.

Mobilité urbaine - La digitalisation au service des chauffeurs

IRINA TSIMIJALY. | 02 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Dans la capitale, la mobilité urbaine reste un défi majeur, entre circulation dense et transports souvent irréguliers. Dans cette optique, certaines solutions numériques commencent à transformer le quotidien des chauffeurs professionnels.

Depuis le début de l'année 2024, l'application Misy permet aux conducteurs de gérer leurs activités de manière digitale. L'outil offre un suivi en temps réel des courses, un historique complet des trajets et des revenus, ainsi que la possibilité d'éditer des factures. La géolocalisation et un algorithme d'optimisation permettent de réduire les temps d'attente et les trajets à vide, rendant le travail plus efficace.

Pour les chauffeurs, cela se traduit par une meilleure visibilité sur leurs revenus et une organisation plus flexible de leur journée. « Notre objectif est de donner aux chauffeurs les moyens de se professionnaliser tout en simplifiant leur travail au quotidien. La digitalisation n'est pas seulement un outil, c'est un véritable levier pour mieux planifier leurs courses et mieux suivre leurs revenus », explique le responsable de Misy.

Compétitifs

L'accompagnement va au-delà des outils numériques. Des formations et des newsletters sectorielles sont proposées pour aider les chauffeurs à se familiariser avec les

nouvelles pratiques du transport urbain et rester compétitifs. L'impact est double : pour les chauffeurs, c'est un outil concret pour optimiser leurs trajets et réduire les coûts. Pour la ville, cela contribue à rationaliser la mobilité et à introduire progressivement des pratiques plus professionnelles et connectées dans le secteur des transports. À

Madagascar, la digitalisation du transport urbain montre comment la technologie peut transformer une profession traditionnelle. Pour les chauffeurs, elle ouvre des perspectives d'organisation, de revenus et de formation jusque-là difficilement accessibles, tout en posant les bases d'une mobilité plus structurée et fiable dans les villes malgaches.

Atsimo-Andrefana : L'écotourisme, levier d'avenir pour Toliara

FRANCIS RAMANANTSOA | 02 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Sous les hauts plafonds boisés de la médiathèque de l'Alliance française de Toliara au front de mer, une trentaine de doctorants, enseignants et passionnés de tourisme durable et opérateurs touristiques ont assisté le 28 août dernier à un séminaire doctoral aussi inspirant qu'urgent. Animé par le Dr Amina Soilihi, native de la région d'Atsimo-Andrefana, spécialiste en géographie du tourisme, l'événement portait sur un thème porteur : « *L'écotourisme, moteur d'innovation touristique* ».

Une thématique au cœur des enjeux régionaux. Toliara, riche d'une biodiversité exceptionnelle, d'une culture vivace et d'un littoral d'une beauté saisissante, semble toute désignée pour devenir un pôle d'écotourisme à Madagascar. Pourtant, selon le Dr Soilihi, « *L'écotourisme reste un concept flou pour beaucoup d'acteurs locaux. Il est souvent confondu avec le simple tourisme de nature, sans réelle prise en compte de la durabilité ou de la participation communautaire.* »



Dès les premières minutes, le ton était donné : penser l'écotourisme comme un moteur d'innovation signifie le repenser de fond en comble, du modèle économique aux infrastructures, en passant par la sensibilisation des visiteurs comme des habitants.

Un public engagé et des idées neuves. La salle, attentive, a suivi avec intérêt les exemples venus d'Amérique latine, d'Afrique de l'Est, mais surtout les réflexions ancrées dans le contexte tuléarois. « *Pourquoi importer des modèles standards quand notre région possède des pratiques ancestrales de gestion durable des ressources ?* » a

lancé un participant, étudiant en master de géographie de Toliara.

Le Dr Amina Soilihi a répondu en appelant à une co-construction entre savoirs académiques et traditions locales. « *Il ne s'agit pas de plaquer des concepts occidentaux sur nos réalités, mais d'imaginer un écotourisme ancré, innovant et juste* », a-t-elle martelé

Des pistes concrètes d'innovation. Le séminaire n'a pas seulement été un espace de critique ou de théorie. Il a aussi servi de tremplin pour imaginer des solutions innovantes :

Création d'éco-lodges intégrés dans les écosystèmes locaux, utilisant des matériaux traditionnels et impliquant la main-d'œuvre villageoise.

Développement de parcours touristiques éducatifs, guidés par des jeunes formés localement.

Élaboration d'un label "Écotourisme Toliara", garantissant une expérience respectueuse de l'environnement et des communautés.

« *Ce séminaire m'a donné envie de lancer mon propre projet d'éco-visites dans mon village côtier* », confie Sahondra, doctorante en sociologie du tourisme. « *Il faut que l'on se réapproprie notre territoire autrement.* »

Une conférence honorée par la présence de hautes personnalités. L'événement a également été marqué par la présence de madame Josie Dominique, directrice de la Recherche et de l'Innovation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESUPRES), ainsi que celle du Professeur Francis Roberto Veriza, président de l'Université de Toliara. Leur présence témoigne de l'intérêt stratégique porté à cette thématique dans les cercles décisionnels de l'enseignement supérieur malgache.

Prenant la parole à la fin de la conférence, le président de l'Université a tenu à saluer avec émotion et fierté le parcours de la conférencière :

« *Le Dr Amina Soilihi est une fierté de notre université. Elle fait partie des fruits de notre établissement, et son engagement pour le développement du tourisme durable est remarquable.* »

Il a ensuite exprimé le souhait de renforcer la collaboration entre la chercheuse et l'université.

Agriculture : Part du PIB en recul, malgré le potentiel immense

ANTSA R. | 02 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

L'agriculture a toujours occupé une place centrale dans l'économie malgache. Pourtant, son poids relatif dans la création de richesses ne cesse de diminuer, selon les données publiées par la Banque mondiale.

Dans les années 1990, elle représentait plus du tiers du produit intérieur brut. Aujourd'hui, selon les données de la Banque mondiale, elle ne contribue plus qu'à un peu plus de 22 % du Produit intérieur brut (PIB), un chiffre qui illustre la tendance de long terme à la baisse, même si en valeur absolue la production n'a pas disparu. Cette évolution traduit un paradoxe : un pays doté d'un potentiel agricole exceptionnel voit ce secteur perdre progressivement de son importance dans la richesse nationale. Cette baisse relative est d'autant plus surprenante que Madagascar est reconnu comme un pays à vocation agricole. Ses vastes terres arables, ses climats diversifiés et ses filières de rente, qu'il s'agisse de la vanille, du cacao, du girofle ou du litchi, lui confèrent des avantages comparatifs rares dans la région. La majorité de la population continue d'ailleurs à vivre directement de l'agriculture, que ce soit pour l'autoconsommation ou pour des cultures destinées à l'export. Pourtant, le dynamisme attendu n'est pas au rendez-vous, et la part de l'agriculture dans la richesse nationale s'effrite au fil des décennies.

Système archaïque

Plusieurs raisons expliquent cette évolution. La productivité agricole reste faible, car la plupart des exploitations sont de petite taille, souvent inférieures à un hectare et demi, et ne disposent ni des moyens de mécanisation ni d'un accès suffisant aux intrants et à l'irrigation. Cette fragilité structurelle rend la production extrêmement dépendante des aléas climatiques. Les cyclones, sécheresses ou invasions acridiennes peuvent anéantir en quelques jours les efforts d'une année entière, accentuant la vulnérabilité du secteur. L'instabilité des prix mondiaux des produits de rente, notamment la vanille, ajoute à cette incertitude et fragilise davantage la capacité des producteurs à planifier leurs revenus. La baisse relative du poids de l'agriculture dans le PIB résulte aussi d'un effet d'optique : les autres secteurs, en particulier les services et certaines industries extractives, connaissent une croissance plus rapide. Le recul de l'agriculture dans les statistiques ne signifie donc pas qu'elle s'effondre, mais plutôt

qu'elle progresse moins vite que le reste de l'économie. Néanmoins, ce phénomène est préoccupant dans un pays où près de 8 personnes sur 10 travaillent encore directement dans ce secteur et où l'insécurité alimentaire demeure une réalité pour une large partie de la population.



Inefficace

Ce contraste entre potentiel et stagnation révèle l'urgence d'une modernisation agricole. Le pays ne manque pas d'atouts pour relever ce défi. La Grande-Île dispose d'une main-d'œuvre jeune et nombreuse, d'une biodiversité unique et d'une tradition agricole bien ancrée. Il faut noter que durant des décennies, des fonds colossaux ont été alloués pour le développement agricole, mais les investissements n'ont pas apporté les impacts attendus. Selon les techniciens, pour que l'agriculture redevenue un moteur de croissance, il faudra accroître la productivité, améliorer les infrastructures rurales, sécuriser l'accès à la terre et développer la transformation locale. Sans un tel effort, le risque que Madagascar reste prisonnier du paradoxe du pays à vocation agricole qui ne parvient pas à tirer pleinement parti de ses ressources et à assurer une autosuffisance alimentaire est grand. Bref, l'enjeu dépasse la simple contribution au PIB. Il touche directement à la lutte contre la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à l'avenir des millions de familles rurales qui vivent encore de la terre.

Coopération économique – Le comité conjoint Groupement des entreprises de Madagascar-Medef International en place

02 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 2 Septembre, 6h55 – Transformer les ambitions en projets concrets et durables. La coopération économique entre Madagascar et la France franchit une étape importante. Le directeur général de Medef International, Philippe Gautier, et le président du

Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), Francis Rabarijohn, ont procédé, la semaine dernière, à la signature d'un accord sur la mise en place du Comité conjoint de suivi de la feuille de route commune, que ces deux groupements avaient élaborée au mois d'avril de

cette année à Madagascar. C'était en marge de la 7ème édition de la Rencontre des entrepreneurs de France (LaREF25) à Paris.

Les concertations qui avaient eu lieu à Madagascar avaient donné lieu à l'élaboration d'une feuille de route opérationnelle commune sur 16 domaines concrets, assortie d'objectifs mesurables à l'horizon 2026-2030. Ce qui témoignait à l'époque de l'ambition partagée des deux groupements pour l'accélération du rythme de la croissance économique de manière durable, au bénéfice du développement de la Grande île et de sa population. Cette feuille de route avait été remise officiellement aux Présidents de la République des deux pays.

La feuille de route qui était adoptée comprenait des indicateurs de suivi, des cibles concrètes, des pistes de financement, ainsi que des engagements en matière de

coopération institutionnelle et de coordination multi-acteurs. Les parties prenantes s'étaient alors engagées à suivre de manière semestrielle la mise en œuvre de cette feuille de route, dans un cadre de pilotage partagé, transparent et tourné vers l'impact.

Le Comité conjoint GEM-Medefl qui vient d'être mis en place aura donc pour mission de piloter la mise en œuvre de cette feuille de route, axée sur trois secteurs stratégiques que sont l'énergie, les infrastructures durables et le numérique. Il assurera également la mise en œuvre des projets déjà identifiés, précise le Mouvement des entreprises de France. Cette signature marque, pour le Medef International, « l'ouverture de la phase opérationnelle à horizon 2030 » et « témoigne de la volonté conjointe du secteur privé malgache et français de transformer les ambitions en projets concrets et durables ».

Filière riz - Le gaspillage menace la sécurité alimentaire

IRINA TSIMIYALY. | 03 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Jusqu'à 35 % du riz se perd avant d'arriver dans l'assiette, fragilisant la sécurité alimentaire. La mécanisation et l'implication de l'État apparaissent comme des leviers indispensables.

À Madagascar, le riz dépasse la simple notion d'aliment : il est vital pour la population. Pourtant, entre la récolte et la commercialisation, 30 à 35 % du riz disparaît. Mauvais stockage, outils insuffisants, insectes, les causes sont multiples. Et ces pertes représentent une menace directe pour la sécurité alimentaire du pays.



« Madagascar était exportateur de riz de qualité dans les années 60. Aujourd'hui, nous sommes importateurs », rappelle Olivier Marion, directeur de Bühler pour l'Afrique de l'Ouest et centrale. Selon la Banque mondiale, l'agriculture ne représente plus qu'un peu plus de 22 % du PIB. Dans ce contexte, la modernisation de la filière riz devient urgente. Lors d'une conférence organisée au Radisson Blu Ambodivona, hier, l'entreprise suisse Bühler a présenté ses solutions pour moderniser la filière rizicole avec l'assistance de plusieurs opérateurs : représentants

du gouvernement, secrétariat d'État chargé de la Souveraineté alimentaire, Chambre de commerce, PME, bailleurs de fonds. Implantée dans le pays depuis près de 45 ans, spécialisée dans les équipements industriels pour les grains secs, l'entreprise accompagne aussi bien les opérateurs publics que privés. Bühler propose un appui technique, des facilités de paiement et des partenariats avec des investisseurs afin de relancer une production nationale compétitive.

« Même avec le même terrain, on peut produire plus et mieux si l'on industrialise la chaîne de transformation », explique-t-il. Mais pour y parvenir, le pays doit lever plusieurs blocages : manque d'infrastructures, faible niveau d'industrialisation, investissements insuffisants dans les usines et surtout nécessité d'une implication politique forte.

Miser sur la mécanisation

La qualité finale du riz dépend directement de la manière dont il est séché et stocké. Dans la pratique, une récolte exposée au soleil se fissure et perd de sa valeur. « Avec des sécheurs industriels adéquats, l'humidité est contrôlée et les pertes diminuent. Avec 100 kg de riz brut, on obtient 70 kg de riz blanc. Avec une machine non performante, ce sera seulement 40 ou 50 kg », explique Olivier Marion. Du côté de l'entreprise, Bühler propose des lignes complètes, adaptées aux grandes entreprises comme aux petites structures.

Partenariat Public-Privé : les parties prenantes enrichissent leur expérience

JEAN RIANA | 01 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Les partenariats public-privé (PPP), au cœur d'une formation depuis le 1er septembre à Antsirabe, avec la participation des régulateurs dans divers secteurs tels que l'énergie, l'eau, le transport, afin de mieux coordonner les actions et d'enrichir l'expérience. Cette formation a été initiée par l'Unité PPP, une entité spécialisée rattachée à la présidence de la République dont la mission est de faciliter et de contrôler la mise en œuvre des partenariats public-privé à Madagascar. «Le rôle du PPP est de sensibiliser acteurs directs incluant les régulateurs sectoriels sur les démarches à suivre qui s'avèrent être d'une importance capitale pour le développement économique et social du pays», a déclaré Marc Auguste Rakotofiringa, directeur de l'Unité PPP. Selon ses dires, l'Etat promeut les partenariats public-privé, «le président Andry Rajoelina et du Gouvernement entend développer des partenariats stratégiques pour

accélérer la croissance et le développement», a-t-il indiqué. Il a également avancé que l'objectif de la formation est de faire en sorte que tous les acteurs puissent prendre leur responsabilité respective dans la réalisation des divers projets grâce aux PPP. Il a remercié particulièrement le Comesa, la Banque africaine de développement (Bad) à travers le Projet d'Appui à l'Industrialisation et du Secteur Financier (PAISF) sans lesquels cette formation n'aurait pas eu lieu. Les PPP gagnent du terrain tant au niveau mondial que local. « Pour le cas de Madagascar, plusieurs projets sont en cours dont la rénovation des aéroports notamment ceux d'Ivato et Nosy Be. Une dizaine d'autres projets sont également menés en collaboration avec divers partenaires tels que l'Union Européenne, AFD, GIZ. Le PPP est aussi un outil de pilotage de projets », a conclu Marc Auguste Rakotofiringa

Développement régional : le Vakinankaratra mise sur la croissance des entreprises

ARH. | 03 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

La région Vakinankaratra se prépare à accueillir la 27e édition de la « Vitrine du Vakinankaratra », du 11 au 13 septembre à Antsirabe, sur l'avenue de la Gare, sous le thème « La croissance des entreprises, conditions essentielles pour un développement intégré et durable de la région ». La présentation officielle de cet événement organisé par le « Fivondronan'ny Orinasan'ny Vakinankaratra (Fiova) » s'est tenue hier au Campus Yas Antananarivo, en présence du sponsor principal Yas Madagascar. Plusieurs centaines de stands valorisent les secteurs clés de l'économie régionale : agriculture, élevage, pêche, industrie, commerce, artisanat, énergies renouvelables et technologies innovantes. Selon Ramarojaona Andrianjafy, président du Fiova, le tissu entrepreneurial doit encore gagner en densité et en valeur ajoutée pour soutenir durablement le développement régional. «Les jeunes ne doivent pas se

contenter de chercher de l'emploi, mais doivent créer eux-mêmes des opportunités, car ce sont eux qui portent la croissance économique», a-t-il souligné. Dans le même esprit, Eli Malala Raharimanjato, chef de projet partenariat et relation publique de Yas Madagascar, rappelle que les efforts entrepris par les acteurs économiques doivent s'intensifier, afin de stimuler la création d'entreprises et d'emplois. Focus donc sur les jeunes et sur l'intégration des technologies, considérées comme des leviers pour améliorer la gestion des activités et répondre aux défis actuels. Au-delà de l'exposition, cette 27e Vitrine de Vakinankaratra se veut un espace d'échanges et de réflexion stratégique. Elle réunira entrepreneurs, institutions, partenaires techniques et financiers, ainsi que la société civile, autour de tables rondes et de rencontres professionnelles.

Commerce - Le marché du miel reste ouvert

IRINA TSIMIJALY. | 04 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le miel retrouve peu à peu ses lettres de noblesse. Autrefois critiqué pour sa qualité, coupé par du sucre, aujourd'hui il séduit les marchés internationaux.

« Le miel malgache n'a rien à envier à celui produit à l'étranger », affirme Tolotra Ranaivoarilala, responsable chez Honey of Madagascar, hier, en marge du salon de l'Agronomie qui se tient à l'Université Ankatso depuis ce mardi 2 septembre. Cette année, un demi-conteneur a déjà été exporté vers l'Europe.

Le pays produit surtout du miel d'eucalyptus et de niaouli, mais aussi du miel de litchi, très prisé. La production se concentre principalement dans le sud-est, à Manjakandriana, ainsi qu'à l'ouest et au centre pour l'eucalyptus. Chaque année, entre 5 et 10 tonnes de miel sont récoltées. Dans le sud-est, l'apiculture moderne est bien maîtrisée et les forêts abondent, ce qui favorise la production.

L'abeille noire malgache, endémique, est au cœur de ce succès. « Sa couleur noire et sa petite taille ne l'empêchent

pas de produire un miel de grande qualité, dont la teinte varie selon les fleurs », explique Ranaivoarilala. La cristallisation peut se produire rapidement ou lentement, selon les essences florales.

Encore limité

Le secteur reste encore limité : seulement six mielleries disposent d'accords pour l'exportation. Mais ces entreprises emploient davantage de travailleurs lors des projets, reflétant une activité en croissance. Pour protéger

les abeilles et leurs habitats, sensibiliser les populations et développer l'apiculture moderne, l'État et les ONG multiplient les formations et les initiatives de terrain.

« Notre objectif est d'offrir aux communautés locales des revenus alternatifs à la coupe du bois et de préserver nos forêts », précise le responsable. Si la production reste insuffisante face à la demande, le marché du miel malgache demeure ouvert et prometteur. Avec un meilleur accompagnement et une organisation renforcée, il pourrait devenir un acteur majeur sur le marché international.

Inclusion énergétique et numérique : Baobab Plus Madagascar devient Izili Madagascar

JEAN RIANA | 04 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

« Collaboration commerciale »

Décision stratégique. Baobab Plus Madagascar a changé de nom pour devenir Izili Madagascar, présenté officiellement, lors d'une soirée conviviale à la Gare Soarano, le 2 septembre, en présence des divers partenaires. « Aujourd'hui nous affirmons qui nous sommes, nous entrons dans une ère d'innovation et de créativité. Merci à toute l'équipe qui a mis sa passion commune, pour donner vie à ce projet », a déclaré Niriavotra Randrianarivelo, directrice marketing et développement chez Izili Madagascar, dans son discours. Certes le nom change, mais l'objectif d'Izili Madagascar, reste la même, celui de rendre l'énergie solaire et les produits digitaux accessibles à tous en Afrique. Et en tant que distributeur de proximité engagé, l'entreprise réaffirme son ambition de rendre l'inclusion énergétique et numérique accessible au plus grand nombre et la consommation et facturation plus souples et économiques, selon le modèle tarification « pay-as-you-go ». Dans cette optique, Niriavotra Randrianarivelo a ajouté que « l'histoire continue sous un nouveau nom, mais avec une énergie renouvelée ». De plus, ce changement intervient dans un contexte de transformation positive surtout que Biolite partenaire historique de ladite entreprise et fabricant de référence de solution solaires, est devenu actionnaire majoritaire au sein d'Izili Madagascar depuis avril 2025.

Impact sur le quotidien

Depuis sa création en 2016, Izili Madagascar a distribué plus de 260.000 produits (kits solaires, Smartphones...) ayant un impact considérable sur le quotidien des Malgaches en matière de sécurité, d'accès à l'information...

Disposant d'un réseau composé de 230 points de vente, 320 agents nomades présents sur le terrain et 35 zones déjà couvertes, ladite entreprise entend rayonner sur l'ensemble du territoire, même dans les zones les plus reculées. « Izili est présent sur tout le territoire malgache à part la région Melaky et c'est dans les zones rurales que nos produits sont les plus demandés. Environ 70 % de nos clients sont issus des zones rurales » a indiqué Guilla Lenne Venance, directrice générale d'Izili Madagascar.



« Depuis nos débuts en 2016, nous avons travaillé sans relâche pour démocratiser l'accès à l'énergie solaire et aux équipements digitaux, en proposant des produits et des solutions de paiements flexibles, répondant aux besoins de chacun. En devenant Izili, notre mission reste inchangée : illuminer des vies et connecter les communautés. Le nom Izili reflète notre ambition de rendre les choses simples, accessibles et adaptées à tous » a-t-elle déclaré tout en soulignant que le déploiement de cette nouvelle identité se fera de manière progressive.

Journée mondiale du Tourisme : mettre en valeur la destination Morondava

JEAN RIANA | 04 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

La ville de Morondava a été choisie pour accueillir la célébration de la 46^{ème} Journée mondiale du Tourisme (JMT), notamment les 27 et 28 septembre prochains. A cet effet, l'Office national du Tourisme de Madagascar (ONTM) invite ses tours opérateurs membres à créer des packages spéciaux et des expériences uniques pour faire découvrir ladite destination autrement. Cette célébration ayant pour thème « Tourisme et transformation durable », est destinée à mettre en lumière le potentiel touristique de la région, c'est pourquoi les tours opérateurs sont appelés à mettre en valeur Morondava qui fait partie de l'une des destinations phares de la Grande île. « Tout est possible dans cette création de package que ce soit séjours, expériences uniques, offres

professionnelles au grand public... du moment que la date du 27 septembre 2025 y figure », a mentionné l'ONTM. Tous les acteurs incluant les opérateurs touristiques, autorités locales, gestionnaires de sites... vont se mobiliser pour faire de Morondava une destination incontournable avec un accent particulier sur la promotion du tourisme bleu et la valorisation des richesses naturelles locales. A noter que la localité de Morondava se distingue par l'emblématique Allée des Baobabs, un site classé au patrimoine de l'Unesco attirant des milliers de touristes par an. A part cela, il y a également le circuit du Grand Tsingy, situé dans le Parc national des Tsingy de Bemaraha qui fait sa célébrité.

Base Toliara : Poursuite des investissements sociaux et communautaires à Benetse et Ankilimalinike

R. EDMOND | 04 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

En attendant le début des opérations minières, Base Toliara poursuit activement ses initiatives sociales et communautaires dans les communes impactées par le projet. Au grand bonheur des populations locales qui bénéficient des impacts positifs des projets sociaux.

C'est le cas notamment dans les communes rurales de Benetse et d'Ankilimalinike, dont les écoles primaires (EPP) ont bénéficié de travaux de réhabilitation.



80 %

Financé par Base Toliara, le chantier touchera bientôt à sa fin puisque les ouvriers s'attellent actuellement à des travaux de finition comme la peinture. « *On est pratiquement à 80 % de réalisation* », précise Roland Pierre, conducteur des travaux auprès de l'EPP Ankilimalinike. Sur place, la population bénéficiaire se réjouit de ces établissements scolaires rénovés avec notamment des murs, toitures, portes et fenêtres remis aux normes, et des salles de classe qui seront bientôt équipées de nouveaux mobiliers, notamment des placards et des tables-bancs. « *Nous remercions Base Toliara pour tout ce qu'elle fait en matière de développement dans nos fokontany, alors qu'elle n'a même pas encore commencé ses activités minières.*

Tous les habitants voient cela et sont reconnaissants », témoigne Nilany Rabarson Manosotse, olobe de la commune Ankilimalinike. Et le meilleur est encore à venir avec d'autres projets structurants qui sont en train d'être concoctés grâce à ce partenariat gagnant-gagnant entre Base Toliara et les communautés locales. On peut citer, entre autres, la réhabilitation du bureau des deux communes et celle du Collège d'enseignement général (CEG), ou encore la construction d'une école secondaire d'une capacité de 200 élèves à Ranobe. Sans compter les actions concrètes d'appui à la santé publique et d'adduction d'eau. Pour Base Toliara, l'objectif est de réaliser des travaux d'utilité communautaire à travers une approche globale et inclusive du programme de développement social.

Transparence et responsabilité

Tout en procédant à ces initiatives sociales, Base Toliara se prépare également pour la phase opérationnelle du projet minier dans un esprit de transparence et de responsabilité. Notamment dans le domaine de l'emploi où la compagnie a récemment relancé le Comité pour la transparence du recrutement (CTR), mis en veille lors de la suspension du projet. Faisant office d'outil d'accompagnement de la phase de construction des infrastructures, ce Comité joue un rôle déterminant dans la gestion du recrutement des 2 000 emplois directs et 1 000 emplois indirects prévus dans le cadre du projet. Ce Comité travaille avec les représentants des communes concernées : comme Tsianisiha, Ankilimalinike, Maromiandra, Belalanda et

Toliara. « Dans ce processus de recrutement, la priorité sera donnée aux personnes issues de ces Communes et le CTR veillera à ce que tout le processus soit conforme aux lois et normes en vigueur, dans un esprit de transparence et d'équité », explique Diana Rendela, surintendant talent et développement des ressources humaines. Le comité est composé de représentants des Communes, de la

Région Atsimo Andrefana, de la direction régionale de la Formation technique, de la Société civile et de l'Inspection du travail, qui en assurera la présidence. Une démarche saluée, en tout cas, par les élus locaux soucieux plus que jamais du développement socio-économique de leur région.

Finances publiques - Le FMI en mission d'évaluation préliminaire

IRINA TSIMIJALY. | 05 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le Fonds monétaire international (FMI) est en mission à Madagascar, du 4 au 10 septembre, pour une visite d'évaluation préliminaire, dite « fact-finding ».

Cette mission vise à collecter des informations actualisées sur la situation économique et financière du pays. Elle s'inscrit dans le suivi régulier du FMI auprès de ses pays partenaires et permet de préparer des recommandations économiques fondées sur des données fiables.

Selon le ministère de l'Économie et des Finances, la mission a été planifiée en fonction de la disponibilité des deux parties et est encadrée par le FMI, qui définit le programme et centralise les documents nécessaires. La délégation rencontre les responsables malgaches pour examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes économiques, notamment celles soutenues par les accords de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). La coopération avec les partenaires techniques et financiers reste fluide et coordonnée, avec la participation de représentants de l'Agence française de développement, du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et de la Banque mondiale.

La mission vise également à faire le point sur l'état de l'économie malgache, à observer la mise en œuvre des réformes engagées et à identifier les ajustements nécessaires pour maintenir la stabilité financière du pays.

Efforts

La croissance économique est estimée à 4,2 % pour 2024, avec une projection de 4,6 % pour 2025. L'inflation devrait progressivement se modérer, passant de 7,8 % à environ 6 % à moyen terme. Le déficit du compte courant, quant à lui, est passé à 5,4 % du PIB en 2024 et pourrait atteindre

6,1 % en 2025, en raison de la faiblesse de certains secteurs miniers.



Pour y répondre, Madagascar a engagé plusieurs réformes. Depuis février 2025, un mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants a été mis en place, afin d'aligner les prix à la pompe sur les coûts mondiaux et de dégager des marges budgétaires pour d'autres dépenses publiques. En juin 2025, la Jirama a été transformée en société anonyme, dans le but d'améliorer sa gestion financière et opérationnelle et de renforcer la gouvernance. Des efforts sont également déployés pour renforcer l'administration fiscale et élargir l'assiette fiscale, afin d'améliorer la mobilisation des recettes et de limiter l'évasion fiscale.

Le FMI insiste par ailleurs sur la nécessité de renforcer la résilience aux chocs climatiques et d'accélérer les réformes environnementales, notamment à travers la mise en place d'un cadre forestier carbone et d'un fonds national de contingence.

Accès à l'énergie : Un projet pour l'électrification de 24 fokontany en vue à Arivonimamo

ANTSA R. | 05 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Un vaste projet d'électrification rurale va voir le jour dans le district d'Arivonimamo, région Itasy. 24 fokontany sont concernés par cette initiative portée par le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH) et née d'une candidature spontanée émise par l'Agence de développement de l'électrification rurale (ADER). Selon le MEH, l'objectif est d'améliorer l'accès à l'électricité dans les zones rurales,

tout en assurant un développement durable et inclusif. En effet, le projet s'inscrit dans la politique nationale de l'énergie qui mise sur l'expansion du réseau dans les campagnes, où le taux d'électrification demeure encore très faible. Il met l'accent sur les énergies renouvelables, notamment l'hydroélectricité, afin de garantir un approvisionnement fiable et respectueux de l'environnement. Les

installations prévues incluront des unités de production adaptées à chaque site, des réseaux de distribution et des infrastructures modernes permettant un raccordement sécurisé des foyers.

Appel à concurrence

Au-delà de l'aspect technique, les impacts attendus sont multiples. L'arrivée de l'électricité dans ces Fokontany favorisera la création d'activités génératrices de revenus, facilitera l'accès à l'éducation et aux soins de santé et améliorera la qualité de vie des habitants. L'implication

du secteur privé, encouragée à travers des partenariats publics-privés, vise à garantir la pérennité financière et opérationnelle des infrastructures. Bref, ce projet constitue une étape importante vers l'atteinte des objectifs nationaux en matière d'électrification, contribuant à réduire les inégalités entre zones urbaines et rurales et à soutenir la croissance économique locale. Néanmoins, comme les procédures l'exigent, le MEH a lancé un appel à concurrence pour permettre à d'autres opérateurs intéressés de proposer leurs solutions et garantir la transparence du processus.

Environnement : Consultation interrégionale sur l'accès au Fonds vert pour le climat

ANTSIA R. | 05 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Les consultations interrégionales sur l'accès au Fonds vert pour le climat se sont tenues cette semaine à Toamasina. Depuis le 2 septembre, elles ont réuni les représentants des Régions Atsinanana, Analanjirofo, Alaotra Mangoro, Bongolava et Itasy, aux côtés d'acteurs publics, privés et de la société civile. Selon les organisateurs, l'objectif de cette rencontre était de collecter des informations pertinentes pour l'élaboration d'un mécanisme national d'accès au Fonds vert, destiné à soutenir la lutte contre le changement climatique. Les discussions ont porté sur

les procédures existantes d'instruction et d'évaluation des projets, leurs avantages et contraintes, et sur la manière dont elles pourraient être intégrées dans le futur dispositif. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du projet GCF Readiness, piloté par le Ministère de l'Environnement et du Développement durable, avec l'appui technique de la FAO et le financement du Green Climate Fund. Elle marque une nouvelle étape dans la préparation institutionnelle de Madagascar à mobiliser efficacement les financements climatiques.

Tarifs douaniers : l'AGOA en ultime recours

TIANA RAMANOELINA | 05 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

La récente instauration de droits de douane de 15 % à Madagascar fragilise plusieurs secteurs économiques. Face à cette situation, les opérateurs et le secteur privé concentrent désormais leurs espoirs sur l'AGOA (African Growth Opportunity Act). La prolongation de ce dispositif permettrait en effet à certains produits, notamment le textile et des denrées comme la vanille, d'accéder au marché américain sans droits de douane.

à Washington du 6 au 13 septembre afin de mener les négociations.

Le gouvernement et les acteurs privés se tiennent donc en alerte. Les opérateurs soulignent que Madagascar exporte une grande diversité de produits vers les États-Unis grâce à l'AGOA, mais que le secteur le plus vulnérable demeure le textile. La concurrence ne se limite plus aux pays africains : d'autres nations asiatiques, bénéficiant de coûts de production plus bas et d'une proximité géographique avec les États-Unis, représentent une menace directe pour la compétitivité malgache.

Actuellement, Madagascar compte 53 entreprises franches exportant vers les États-Unis. Le Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) regroupe à lui seul 110 sociétés, dont la majorité opère dans le textile. Selon les estimations du secteur, près de 60.000 emplois pourraient être menacés par la taxation américaine, alors que la filière textile représente entre 85.000 et 90.000 emplois directs. Ce poids économique explique l'importance stratégique du secteur, qui contribue non seulement aux recettes fiscales, mais aussi à la stabilité sociale, dans un pays où le chômage reste élevé.

Le pays exporte principalement des textiles vers les États-Unis, mais aussi vers l'Afrique du Sud et l'Europe (France, Royaume-Uni, Allemagne). Ces produits occupent une place importante dans le cadre de l'AGOA. Les chiffres du Comité interministériel montrent que les exportations



L'AGOA dont l'échéance est fixée à fin septembre 2025, reste au centre de toutes les attentions. Dans les cercles du secteur privé comme dans les couloirs de l'administration, la mobilisation s'intensifie. Selon des sources proches du dossier, tous les documents nécessaires pour le plaidoyer sont déjà prêts et une mission est prévue

malgaches ont fortement progressé depuis la crise du Covid-19, sauf en 2023, année marquée par une baisse de 18 %. En 2023, la valeur des exportations sous AGOA s'élevait à 201 millions de dollars. En janvier 2024, les exportations textiles ont atteint 28 millions de dollars, contre 15 millions à la même période en 2023. Cette reprise démontrait une certaine résilience du secteur, désormais menacée par les nouvelles mesures tarifaires. Pour les opérateurs, la situation est particulièrement compliquée et rappelle par bien des aspects la crise du Covid-19. L'incertitude autour de l'application de la taxe de 15 %, combinée à des marges déjà très faibles dans le secteur, fragilise la filière. Certains clients réduisent leurs commandes, d'autres se tournent vers des concurrents ou demandent le report des livraisons. Le maintien des emplois reste la principale préoccupation, alors que le spectre du chômage technique et des licenciements refait surface. Les conséquences d'une telle pression tarifaire vont au-delà du seul secteur textile. La baisse des exportations entraînerait une réduction des recettes fiscales, une contraction des devises et, par ricochet, un affaiblissement de la croissance économique. Dans un contexte où l'économie malgache dépend fortement de quelques filières phares comme la vanille, le textile et les produits miniers, la diversification et la sécurisation des marchés d'exportation apparaissent comme des priorités urgentes. D'après les données des douanes, la valeur des exportations malgaches vers les États-Unis s'élève à 733 millions de dollars, contre seulement 53 millions pour les

importations américaines à Madagascar, générant un déficit commercial de 678 millions. Les importations concernent principalement le gaz (18 %), les véhicules, des équipements et certaines matières premières. Cet écart souligne la dépendance de Madagascar au marché américain, mais aussi le déséquilibre structurel de ses échanges. Les exportations malgaches vers les États-Unis, quant à elles, se composent à 56 % de produits textiles, mais aussi de vanille, d'huiles essentielles, de chocolat et de produits miniers (30 %). Pour plusieurs experts, il est nécessaire d'explorer de nouveaux marchés et de renforcer les accords commerciaux existants afin de réduire la vulnérabilité face à un seul partenaire. « À l'instar de l'Union européenne, qui est déjà le premier partenaire commercial de Madagascar et qui dispose d'accords facilitant les échanges avec l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique, des mécanismes similaires pourraient être négociés avec les États-Unis », soulignent-ils.

Cette stratégie de diversification n'efface toutefois pas l'urgence du moment. Les opérateurs insistent sur la nécessité de maintenir l'AGOA en vigueur au-delà de son échéance actuelle. Pour eux, ce mécanisme représente bien plus qu'un simple avantage douanier : il constitue une bouée de sauvetage pour des dizaines de milliers d'emplois et une garantie de stabilité économique et sociale. Sans lui, Madagascar risque de voir s'amplifier la perte de compétitivité de son textile, mais aussi de compromettre la survie d'autres filières d'exportation.

Fahavitan-tena ara-bary : Mifameno ny vary safiotra sy ny maroanaka

NJAKA ANDRIANTEFIARINESY | 05 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Teknika fambolem-bary samy manan-danja ny voly vary maroanaka (SRI) sy ny fampiasana vary safiotra. Mifameno ireo, ary samy mihoatra ny 8t/ha ny vokatra azo.

Noraisin'ny Sekreteram-panjakana miadidy ny Fahaleovantena ara-tsakafo (Sesa), Razanamahefa Tahian'Ny Avo, ny alarobia 3 septambra teo, ireo fikambanan'ny mpisehatra amin'ny voly vary maroanaka. Nifantoka tamin'ny fampiarahana ny teknika voly vary safiotra sy voly vary maroanaka (SRI) ny dinika. Tanjona ny hikorohana vahaolana maharitra, hampiakarana ny tahan'ny vokatra entina hanatrarana ny fahaleovantena ara-tsakafo, indrindra ny vary. Samy manan-danja sy mifameno ireo teknikam-pambolena roa ireo. Raha ny antontanisa, nahazoana vokatra mihoatra ny 8 taonina isaky ny hekitara tamin'ny faritra enina eto amintsika ny fampiasana ny voly vary maroanaka. Teraka teto Madagasikara, ny taona 1983, ny teknika fambolem-bary nohatsaraina (SRI), na voly vary maroanaka. Efa miparitaka any amin'ny firenena afrikanina 25 sy firenena 60 maneran-tany. Fiaraha-miasa amin'ny firenena sinoa kosa ny fampiasana

ny teknikam-pambolena ny vary safiotra. Anisan'ny toerana famokarana ny masomboly ny eny Mahitsy. Efa maro ny kaominina, na distrika, hanapariahana azy, miampy ny kojakoja-pamokarana, toy ny zezika biolojika sy zezi-bazaha. Ahazoana vokatra 8 hatramin'ny 12 taonina isaky ny hekitara ihany koa ny fampiasana ny vary safiotra.

Fifaninanana mamokatra

Mampitovy ireo teknikam-pambolena roa ireo ny fampiasana ketsa tanora ary haingana koa ny fanirin'ny vary, satria telo volana dia miakatra ny vokatra. Nomarihin'ny SESA, Razanamahefa Tahian'Ny Avo, ny maha zava-dehibe ny fametrahana fifaninanana ara-pamokarana ho an'ny tantsaha, ho fomba hanentanana sy hampitomboana ny voka-bary sy ny fahavononany. «Tsy nofinofy ny fahaleovantena ara-bary, fa azo tratrarina sy tanterahina tsara», hoy ihany izy.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

